

Des étudiants en état de faim modérée à sévère

Caroline Douay,
directrice,
Lison Ramblière,
responsable d'étude et de recherche en épidémiologie,
observatoire du Samusocial de Paris.

L'ESSENTIEL

► Pendant l'année universitaire 2021-2022, l'observatoire du Samusocial de Paris a mené une enquête auprès des étudiants ayant recours à l'aide alimentaire en Île-de-France. La crise sanitaire a révélé une précarité alimentaire préoccupante, qui nécessite d'améliorer les dispositifs d'accompagnement médico-sociaux de cette population.

La crise de la Covid-19 a exposé au grand jour la précarité étudiante, les médias montrant les longues files d'attente devant des lieux de distribution alimentaire qui leur étaient dédiés. L'épidémie n'a fait que révéler des difficultés préexistantes mais méconnues des pouvoirs publics, comme en témoigne le rapport de la Cour des comptes de 2022 : « *En l'absence de connaissance précise de la population étudiante et de ses besoins, et de données fiables sur la notion de précarité étudiante, les pouvoirs publics n'étaient pas préparés à faire face à une crise majeure* [1]. » Au cours de l'année universitaire 2021-2022, l'observatoire du Samusocial de Paris a mené une enquête auprès d'étudiants volontaires, ayant recours à l'aide alimentaire en Île-de-France, afin de décrire leurs profils socio-démographiques, leurs difficultés à se nourrir correctement et les impacts d'une situation d'insécurité alimentaire sur leur santé et sur leur quotidien. Ces étudiants, majoritairement étrangers et en mobilité internationale, étaient particulièrement vulnérables sur le plan économique. Tous n'étaient pas confrontés aux mêmes épreuves, selon qu'ils venaient d'arriver en France, qu'ils y étaient installés depuis au moins un an ou qu'ils étaient de nationalité française [2]. En outre, comme l'ont montré de nombreuses études, les mesures adoptées en réponse à la pandémie ont eu des répercussions négatives sur leur santé, et notamment sur leur santé mentale [3].

Une moindre qualité des repas

Dans le contexte de crise sanitaire, 38,5 % des étudiants interrogés ont été contraints de limiter au moins un poste de dépenses ;

leur choix s'est essentiellement porté sur l'alimentation et 27,5 % des étudiants ont restreint la qualité des repas, leur diversité ou leur nombre journalier. Bénéficier d'une aide alimentaire ne suffit donc pas à garantir une alimentation suffisante. En effet, 14,8 % des étudiants présentaient un état de faim modérée au moment de l'enquête, et 11 % un état de faim sévère. Ils étaient 30,4 % à rapporter n'avoir eu aucun aliment à manger au moins une fois au cours du dernier mois précédent l'étude.

Sans surprise, cette précarité alimentaire¹ concernait davantage les étudiants présentant des difficultés financières importantes (difficultés à finir le mois ou à payer son loyer), mais également ceux sans soutien émotionnel, et/ou en état dépressif majeur. De fait, les étudiants ayant un état de santé mentale dégradée présentaient un plus grand risque de situation de précarité alimentaire, l'un pouvant être la cause et/ou la conséquence de l'autre. En effet, le fait de ne pouvoir subvenir à un besoin primaire peut entraîner un grand stress avec un impact direct sur l'état psychique. Ceux inscrits à l'université, dont les coûts de scolarité sont moindres que pour ceux inscrits dans les filières privées, présentaient un risque plus faible d'état de faim modérée à sévère ; ils ont bénéficié de l'accès au restaurant universitaire, et notamment du repas à un euro généralisé à tous les étudiants en 2020, et de la forte mobilisation des facultés qui ont organisé des distributions alimentaires dans leurs locaux.

Cartographier les dispositifs d'aide

L'aide alimentaire n'est donc pas une garantie de sécurité alimentaire. L'accès à l'alimentation en autonomie nécessite la mise en place de dispositifs adaptés aux besoins exprimés par les étudiants (horaires des distributions, temps limité de trajet ou d'attente, choix des produits). La visibilité et la lisibilité des démarches dédiées à cette population est essentielle : il serait, par exemple, pertinent de cartographier de façon interactive tous les sites proposant une aide dédiée aux étudiants – alimentaire, sociale, médicale, etc. – en spécifiant les conditions d'accès.

Cette enquête démontre également la nécessité d'améliorer l'accès aux services de santé mentale et de proposer des actions spécifiques de prévention, en particulier pour les étudiants les

plus à risque de présenter un état psychique dégradé (étudiantes² ; étudiants sans soutien social ; ayant des problèmes de santé physique et/ou en état de faim). La crise Covid et les confinements laissent encore aujourd'hui des traces chez les étudiants, dont la santé mentale demeure fragile : selon une enquête de l'Observatoire de la vie étudiante, menée en 2023, 36 % d'entre eux manifestent des symptômes de détresse. ■

1. Concerne les personnes en situation de faim modérée à sévère selon l'indice domestique de la faim.

2. Dans l'enquête ÉtuCris, la part d'étudiantes ayant une perception mauvaise à très mauvaise de leur état de santé mentale est de 21,7 % versus 12,1 % chez les étudiants. Aussi, 41,6 % des étudiantes se disent concernées par un état dépressif majeur, contre 26,9 % d'étudiants.

Pour en savoir plus

Guénée L. (coord.), Bedo Y., Douay C., Lebugle A., Leservoisier C., Ramblière L. et al. *Entre quête d'autonomie et recours à l'aide alimentaire francilienne, les trajectoires heurtées d'étudiantes et d'étudiants en crise (ÉtuCris)*. Paris : observatoire du Samusocial de Paris, septembre 2022 : 211 p. En ligne : https://www.samusocial.paris/sites/default/files/2022-11/EtuCris_15.11.22_WEB.pdf

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- [1] Cour des comptes. *Rapport public annuel 2022*. p. 120. En ligne : <https://www.ccomptes.fr/system/files/2022-02/20220216-RPA-03-soutien-Etat-vie-etudiante.pdf>
- [2] Guénée L., Bedo Y. Trajectoires et budgets d'étudiants à l'aide alimentaire : des séquences de précarité contrastées (ÉtuCris, Paris, 2021-2022), *Populations vulnérables*, 2024, n° 10. En ligne : <https://journals.openedition.org/popvuln/4567?lang=en>
- [3] Ramblière L., Leservoisier C., Bedo Y., Macall M., Lebugle A., Douay C., Guénée L. Major depressive disorder in post-secondary students attending food-banks in France. *Frontiers in Public Health*, 2023. En ligne : <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fpubh.2023.1177617/full>